

- Faculté de droit
- www.unine.ch/droit

Introduction au droit collectif français du travail dans le contexte des travailleuses et travailleurs des plateformes numériques

| Filières concernées | Nombre d'heures | Validation | Crédits ECTS |
|---------------------------------|---------------------|-----------------|--------------|
| Master bilingue en droit | Cours: 14 pg | Voir ci-dessous | 2 |
| Master en droit | Cours: 14 pg | Voir ci-dessous | 2 |

ph=période hebdomadaire, pg=période globale, j=jour, dj=demi-jour, h=heure, min=minute

Période d'enseignement:

- Semestre de printemps

Equipe enseignante

Laurent Gamet, professeur invité

Contenu

Le cours comportera deux parties principales.

La première partie permettra de définir les grands principes du droit français de l'action collective (négociation collective et droit de grève) et d'exposer comment les rapports collectifs sont envisagés dans l'économie 4.0.

La seconde partie sera l'occasion d'étudier comment les grands principes du droit de l'action collective sont mise en pratique.

Le cours sera donné selon le planning suivant :

Jeudi 20 mars, 7 heures de cours (cadre théorique)

- Grands principes du droit français de l'action collective (négociation et grève) (4 heures)
- Les rapports collectifs de travail 4.0 (3 heures)

Vendredi 21 mars, 7 heures de cours (application pratique)

- Illustration des principes du droit français de l'action collective (négociation et grève) (4 heures)
- Illustration des rapports collectifs de travail 4.0 (3 heures)

L'enseignement sera organisé à partir de lectures, de résolutions de cas pratique et de commentaires de décisions.

Forme de l'évaluation

Exposé oral de 15 minutes sur un thème du cours. En cas d'échec, contribution écrite (env.1000 mots) sur un thème donné.

Objectifs d'apprentissage

Au terme de la formation l'étudiant-e doit être capable de :

Connaitre les distinctions et éléments principaux du droit collectif français du travail

Résoudre des cas pratiques basés sur le droit français

Appliquer les connaissances acquises pour résoudre des questions complexes en lien avec la matière enseignée

Identifier les points communs et les différences entre les droits collectif et français du travail

Compétences transférables

Utiliser les connaissances acquises dans le contexte de cas pratiques

Communiquer oralement les résultats d'une analyse

Présenter une analyse juridique critique

Rechercher des sources légales et jurisprudentielles françaises